

Document: EB 2019/127/R.22  
Point de l'ordre du jour: 8 c)  
Date: 23 août 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport sur la visite de pays effectuée en 2019 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Cameroun**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Bommakanti Rajender, pour les participants  
à la visite de pays du Conseil d'administration**  
Ministre de l'agriculture  
Représentant permanent suppléant  
de la République de l'Inde auprès du FIDA

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session  
Rome, 10-12 septembre 2019

---

Pour: **Information**

## Rapport sur la visite de pays effectuée en 2019 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Cameroun

1. **Déroulement de la visite.** Une délégation de 12 membres du Conseil d'administration du FIDA – représentant l'Allemagne, l'Angola, le Brésil, le Cameroun, la Chine, l'Égypte, la Finlande, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Luxembourg et le Nigéria – conduite par Monsieur Hisham Mohamed Badr, Ambassadeur et Représentant permanent de la République arabe d'Égypte auprès du FIDA, s'est rendue en visite au Cameroun du 20 au 26 juillet 2019 pour observer les réalisations du programme de pays et faire mieux connaître et comprendre les activités que mène le FIDA sur le terrain.
2. La délégation était accompagnée par: Donal Brown, Vice-président adjoint, responsable du Département de la gestion des programmes; Oscar Garcia, Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; Atsuko Hirose, Secrétaire du FIDA; Lisandro Martin, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre; Ronald Hartman, Directeur de la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale; Stefania Lenoci, Conseillère du Président, et l'équipe de pays du FIDA au Cameroun, dirigée par Bernard Hien, Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale.
3. La visite a commencé le lundi 22 juillet par un atelier d'introduction qui a permis de réexaminer la coopération du FIDA et les conclusions de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) 2007-2017, avant d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. L'après-midi, la délégation, accompagnée par la Gouverneure du Cameroun auprès du FIDA, Clémentine Ananga Messina, a visité une exposition réalisée par de jeunes bénéficiaires et entamé une tournée à travers les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre du pays pour rencontrer les bénéficiaires du Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA), du Projet d'appui au développement de la microfinance rurale (PADMIR), du Projet d'appui au développement des filières pour les produits de base (PADFA) et du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA Jeunes).
4. Le 25 juillet, la délégation s'est entretenue avec d'autres donateurs, le Coordonnateur résident des Nations Unies et des représentants des organismes ayant leur siège à Rome, pour se faire une idée plus précise des défis à relever et du contexte opérationnel du développement international au Cameroun.
5. Le vendredi 26 juillet, la délégation a été reçue par le Premier Ministre de la République du Cameroun, Joseph Dion Ngute. Une séance tenue au Ministère des relations extérieures a ensuite été l'occasion de réaffirmer l'attachement du FIDA à la transformation rurale du Cameroun. La visite s'est achevée vendredi soir à la grande satisfaction des représentants du Conseil d'administration.
6. **Conclusions et recommandations**
  - Le Gouvernement camerounais et le FIDA entretiennent un partenariat de longue date. L'engagement du Fonds dans le pays remonte à 1981 et a comporté 11 opérations, pour un montant total de plus de 400 millions d'USD, dont une contribution de 200 millions d'USD du FIDA.
  - La visite de pays a été l'occasion pour les représentants du Conseil d'administration de s'imprégner directement de la situation sur le terrain et des difficultés rencontrées par les organismes d'exécution, les communautés locales et le Gouvernement.

- En réponse aux préoccupations exprimées par le Comité de l'évaluation en juin 2018 au sujet de l'exécution du programme de pays, les membres de la mission ont confirmé que la mise en œuvre des recommandations de l'ESPP 2007-2017 était en bonne voie. Grâce à l'amélioration de sa performance, l'allocation du pays a doublé, passant de 23 millions d'USD lors de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA à 47 millions d'USD lors de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. Le Gouvernement a été encouragé à poursuivre les efforts en cours et à éviter les revers dus à une performance médiocre.
  - Le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024 a été jugé de bonne qualité et sera l'occasion de prendre un nouveau départ et de changer la perspective du portefeuille de pays. Les représentants du Conseil se sont félicités de l'intérêt croissant porté à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et ont souligné qu'il importait de nommer un(e) spécialiste de l'égalité des sexes pour relever les défis recensés dans l'ESPP.
  - Pour ce qui est de la question de la dette et des plafonds d'emprunt fixés par le Fonds monétaire international, les membres de la mission ont noté avec satisfaction que le FIDA continuait d'accorder des prêts à des conditions particulièrement favorables. Ils ont approuvé la proposition de financement additionnel du PEA Jeunes et d'une deuxième phase du PADFA, et ont encouragé le Gouvernement à les confirmer.
  - Les membres de la mission ont pris acte des possibilités de reproduire à plus grande échelle les résultats obtenus par les projets concernant le riz, l'oignon, l'aquaculture et l'entrepreneuriat des jeunes. La mise à échelle de ces résultats nécessitera des fonds publics et le FIDA reste disponible pour investir dans ce sens.
  - La pauvreté et de la faim augmentant, la région ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable 1 et 2. La délégation a donc encouragé le Cameroun, en tant qu'État membre du FIDA assurant le rôle de chef de file pour la région, à montrer l'exemple en augmentant sa contribution financière à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, qui commencera en février 2020.
7. Les recommandations suivantes ont été faites pour renforcer la performance du portefeuille de pays:
- Le Gouvernement devrait renforcer l'appropriation nationale du programme de pays, y compris la supervision effective de la gestion des projets et le décaissement en temps utile des fonds de contrepartie.
  - Il devrait accélérer la réorganisation de la plate-forme de coordination du secteur rural, avec l'appui du FIDA et de l'Agence allemande pour la coopération internationale.
  - Il devrait réduire au minimum le délai entre la signature des accords de financement et le démarrage des projets.
  - Le FIDA devrait recourir à la coopération Sud-Sud et triangulaire pour améliorer les technologies utilisées dans les projets.
8. **Vue d'ensemble des visites sur le terrain.** Des visites ont été effectuées sur le terrain du 22 au 25 juillet 2019.
- i) **Visite de la station d'aquaculture de Douala.** Les représentants du Conseil ont constaté que la station aquacole était bien gérée, de la production d'œufs à l'élevage d'alevins et à leur distribution aux agriculteurs. Actuellement, la station produit 200 000 alevins par jour. Les représentants ont fait observer qu'il convenait d'améliorer la technologie pour accroître davantage la production journalière.

- ii) **Visite du site d'aquaculture en cage du Groupe Agro World dans la rivière Pumba.** Dans ce projet très utile, différentes variétés de poissons sont élevées en cage dans le cours de la rivière. Les représentants du Conseil ont constaté que ces poissons étaient vulnérables aux catastrophes naturelles (inondations) ainsi qu'à la pollution et aux maladies. Ils ont donc proposé qu'un volet protection contre les risques de catastrophe soit intégré aux projets afin que les agriculteurs puissent être assurés contre toute perte due aux catastrophes naturelles. Il a été signalé que le projet avait créé des emplois au niveau local et donné aux familles la possibilité d'initier leurs enfants à la pêche.
- iii) **Visite aux bénéficiaires de PEA Jeunes à Bonabéri.** À Bonabéri, les représentants du Conseil ont observé le travail d'un jeune entrepreneur qui élève de la volaille, fume la viande, l'entrepose dans des réfrigérateurs et la commercialise. Ils ont fait remarquer qu'il convenait d'assurer les bénéficiaires contre les pertes dues aux calamités et aux maladies. Ils ont également noté qu'il fallait multiplier les programmes d'entrepreneuriat de ce type pour motiver les jeunes.
- iv) **Visite d'une exposition organisée par des incubateurs.** Les représentants du Conseil ont visité une exposition organisée par des entrepreneurs parrainés par des projets du FIDA. Les activités comprenaient la production de riz, d'oignons, d'ananas, de maïs, de banane plantain et de poivron. Les systèmes de production animale concernaient le porc, la volaille, les petits ruminants et les animaux d'élevage non conventionnel. Il y avait également des activités connexes comme la fourniture d'intrants, la transformation, la valorisation et la commercialisation, les industries rurales, l'entretien et la maintenance du matériel. S'ils ont constaté que les jeunes entrepreneurs participant aux projets étaient très enthousiastes, les représentants du Conseil ont noté par ailleurs qu'il fallait moderniser la technologie afin d'améliorer la productivité et l'efficacité - en particulier dans la transformation des fruits et des produits alimentaires.
- v) **Visite de la zone d'indication géographique du poivre de Penja.** Le groupe coopératif de la zone d'indication géographique du poivre compte environ 170 agriculteurs qui ont bien réussi dans la culture, la transformation et la commercialisation du poivre. La coopérative est enregistrée pour la zone d'indication géographique. Depuis l'obtention de la certification d'indication géographique, le prix du poivre a considérablement augmenté, ce qui a fait monter les revenus des agriculteurs membres. Les représentants du Conseil se sont dits très satisfaits de ce projet et ont proposé qu'il soit reproduit à plus grande échelle.
- vi) **Visite d'une pépinière de bananes plantains.** Une entrepreneuse a créé un centre de production de bananes plantains qui connaît un grand succès. Ce projet peut servir d'exemple pour motiver d'autres jeunes et reproduire à grande échelle des efforts similaires.
- vii) **Visite de parcelles agricoles et séance de travail avec la Coopérative des riziculteurs du district de Koutaba à Ngoundoup (appuyée par le PADFA).**
- viii) **Visite de parcelles agricoles et séance de travail avec le Conseil d'administration de la Coopérative des riziculteurs de Tonga (appuyée par le PADFA).** Les représentants du Conseil d'administration ont constaté que les membres de la coopérative avaient transplanté le riz sur les terres du village; un motoculteur électrique était utilisé pour la mise en boue et la transplantation du riz. Le directeur du projet a expliqué aux représentants du Conseil que la production, naguère de 2 tonnes par hectare, était passée à 6 tonnes par hectare après l'introduction de variétés

améliorées, de la transplantation en ligne et de meilleures pratiques agronomiques. Environ 60 % du riz produit dans cette exploitation est consommé par les bénéficiaires du village, les 40% restants étant écoulés sur le marché. Les villageois des deux sites étaient heureux d'avoir amélioré leur sécurité alimentaire et d'avoir fait suffisamment de profits pour envoyer leurs enfants à l'école. En outre, plusieurs femmes ont indiqué que leur charge de travail était désormais plus équilibrée et que les tâches ménagères étaient plus équitablement réparties au sein de leur famille. L'utilisation de machines de traitement du riz a été observée et il a été estimé qu'il serait possible d'améliorer cette technologie de traitement. Les représentants du Conseil ont souligné la nécessité de mécaniser les grandes exploitations et l'utilisation d'intrants agricoles (engrais et pesticides par exemple), pour encore améliorer la productivité. Il convient également de former les agriculteurs aux meilleures pratiques agronomiques dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

- ix) **Rencontre avec les responsables locaux et les bénéficiaires du réseau de microfinance CamCCUL (appuyé par le PADMIR).** Les représentants du Conseil ont été invités à regarder un exposé fait par les bénéficiaires de ce réseau de microfinance. Grâce au financement de CamCCUL, les bénéficiaires ont pu investir dans leurs terres agricoles, ce qui leur a permis d'accroître leur production de cacao et de maïs, d'augmenter leurs bénéfices et à terme, d'améliorer leur qualité de vie. Le fait que plus de 90% du microfinancement a été recouvré est un très bon signe. Cependant, les représentants du Conseil d'administration estiment qu'il est nécessaire d'établir un lien entre ce réseau de microfinance et les banques commerciales.
- x) **Visite de parcelles agricoles et séance de travail avec les jeunes de la ceinture agricole de Bafia (appuyée par PEA Jeunes).** Dans la zone concernée, les jeunes sont formés pendant deux ans au maximum aux méthodes et technologies de production sur une parcelle de démonstration. Ils prennent confiance en eux-mêmes et acquièrent des compétences professionnelles en produisant des cultures sur des parcelles individuelles (de 500 m<sup>2</sup> par personne) dans le centre de formation. Les représentants du Conseil ont été impressionnés par la présentation d'une entrepreneuse agricole mère de six enfants. Elle a déclaré avoir reçu une formation et un soutien de PEA Jeunes, et employer désormais plusieurs agents permanents en plus de la main-d'œuvre familiale, y compris son mari. Les représentants se sont dits également très satisfaits du soutien apporté aux jeunes mères et aux personnes handicapées. Les jeunes en formation sont membres d'une coopérative agricole qui commercialise leurs produits, notamment dans le cadre de contrats avec de grands hôtels de Yaoundé. Toutefois, les représentants du Conseil ont fait remarquer que cette entreprise avait besoin d'être accompagnée d'une formation et d'un soutien financier adéquats.
9. Les communautés de bénéficiaires visitées ont fait preuve d'une grande hospitalité à l'égard des représentants du Conseil. Les membres de ces communautés et, en particulier les femmes, ont exprimé leur gratitude au FIDA pour l'appui précieux qu'il leur avait apporté dans l'amélioration de leurs moyens d'existence et de leur statut social. Par ailleurs, les représentants du Conseil ont eu un échange de vues approfondi avec le Coordonnateur résident des Nations Unies au Cameroun, d'autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires comme le Programme alimentaire mondial. Les Représentants ont noté avec satisfaction la collaboration entre les trois organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organismes des Nations Unies au niveau du pays.

## 10. Défis à relever

- i) Le réseau routier doit être renforcé dans les zones rurales. Les fonds du FIDA étant limités, le Gouvernement peut s'adresser à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement ou à d'autres bailleurs de fonds pour obtenir un appui au développement des infrastructures.
- ii) L'agriculture est une priorité absolue dans le pays et elle recèle un immense potentiel, pour autant qu'elle soit modernisée.
- iii) La population du pays est jeune et en pleine croissance: 78% ont moins de 34 ans. Certes, les jeunes ont besoin d'être scolarisés et de trouver un emploi, mais on ne peut exploiter les dividendes démographiques que par une planification adéquate.
- iv) Si la création d'une start-up dépend des idées de son promoteur, son développement s'impose pour avoir un impact structurel.

11. **Capacités du FIDA en matière de gestion des politiques.** La visite de pays a confirmé l'importance d'une collaboration étroite et d'un partenariat vigoureux entre le Gouvernement, le FIDA et les communautés locales. Le FIDA doit continuer d'appuyer le renforcement des capacités du Gouvernement en matière de coordination et de supervision des projets.

12. **Remerciements.** Les représentants du Conseil qui ont participé à la visite de pays tiennent à exprimer leur plus sincère reconnaissance à tous les collègues qui ont contribué à son organisation. La haute direction mérite des remerciements tout particuliers. Les représentants ont apprécié le dynamisme avec lequel Monsieur Hisham Mohamed Badr, Ambassadeur et Représentant permanent de la République arabe d'Égypte auprès du FIDA, a dirigé le groupe et assuré sa cohésion. Ils remercient également Lisandro Martin, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, le Directeur de pays et toute l'équipe de pays d'avoir pris les dispositions logistiques nécessaires à l'organisation de cette visite exceptionnelle. Enfin, les représentants du Conseil tiennent à exprimer leur gratitude au Gouvernement et aux Camerounais, en particulier à tous ceux qui ont participé activement à la visite et aux débats qui y ont été consacrés, pour leur chaleureuse hospitalité.